

faire mieux et plus que l'année dernière. J'admets, avec le premier ministre que, durant les six premiers mois de la guerre, la confusion a régné partout et que les gouvernements ne savaient pas où ils en étaient; mais il en a été autrement l'année dernière et surtout durant les six derniers mois.

A l'avenir,—cette guerre peut durer encore deux ou trois ans—si le Gouvernement le veut, il pourra faire plus que ne ferait le particulier le plus expert. Nous pourrions obtenir une large proportion des commandes données par la Russie, la France et l'Italie, sans parler de la Grande-Bretagne. Celle-ci nous donnera une grande proportion de ses commandes si nous pouvons les bien remplir et à des conditions raisonnables. Je pense que nous devrions obtenir de tous ces pays une plus grande proportion de leurs commandes.

Le très hon. sir ROBERT BORDEN: L'honorable député ne doit pas trop se fier aux affirmations des journaux. Depuis le commencement de la guerre, il m'est arrivé, au moins une cinquantaine de fois, de recevoir des télégrammes dont les auteurs se montraient indignés de ce qu'on eût donné aux Etats-Unis des commandes qu'on aurait pu tout aussi bien donner au Canada. Alors, je télégraphiais moi-même afin de savoir pourquoi on avait oublié le Canada, et il m'est presque toujours arrivé d'apprendre que les journaux avaient induit mes correspondants en erreur.

C'est la réponse qui nous a été donnée par le gouvernement anglais, chaque fois que des rumeurs de cette nature ont été portées à sa connaissance, soit directement, par l'entremise du gouverneur-général, soit par sir George Perley. Je ne vois pas ce qu'un gouvernement aurait pu faire de plus que ce que nous avons fait depuis le commencement de la guerre. J'en ai pour ainsi dire fait une affaire personnelle. En maintes circonstances, pendant mon séjour en Angleterre l'été dernier, je me suis adressé non seulement au ministre directement en cause, non seulement au chef permanent de ce ministère, mais au chef de la division particulièrement intéressée dans la commande des munitions et des approvisionnements et je répète que l'on m'a donné l'assurance formelle et absolue que le Canada aurait la préférence, chaque fois que les approvisionnements commandés pourraient être obtenus ici. Si un honorable membre de la gauche peut me citer un seul cas où ces promesses n'ont

pas été tenues, depuis six ou sept mois qu'elles m'ont été faites, je l'en remercierai et je ne manquerai pas de signaler le fait au gouvernement anglais, sans le moindre retard.

Le très hon. sir WILFRID LAURIER: Mon très honorable ami ne me paraît pas avoir saisi le sens des remarques faites par l'honorable député de Pictou. En temps ordinaire, le haut commissaire canadien à Londres s'occupe de questions diplomatiques en même temps que de questions d'affaires. Il est possible que, par suite de la nature exceptionnelle des événements relatifs à la guerre, mon très honorable ami ait eu raison d'accréditer un de ses collègues auprès du gouvernement impérial. Depuis le commencement de la guerre, le travail diplomatique a plus que décuplé et je ne reproche pas au très honorable premier ministre de tenir un de ses collègues en relation constante avec le gouvernement anglais. Je ne veux rien dire de la nature des services rendus par sir George Perley, parce que ses fonctions sont, pour la plupart, d'une nature confidentielle et que nous n'avons aucun rapport sur ce qu'il a fait. Il y a cependant une chose qui me paraît évidente; si, en plus de sir George Perley, qui avait à consacrer la plus grande partie de son temps aux questions diplomatiques, nous avions eu dans ce bureau un homme d'affaires actif et parfaitement renseigné, notre haut commissaire aurait eu encore amplement de quoi s'occuper. Je suis certain qu'ainsi secondé, sir George Perley aurait pu nous rendre de plus grands services encore. S'il en est ainsi, je considère que, plus tôt nous aurons un homme compétent sur les lieux, le mieux ce sera pour le pays.

Le très hon. sir ROBERT BORDEN: Je ne crois pas qu'on puisse trouver au Canada un homme d'affaires plus compétent que sir George Perley dont la longue et heureuse carrière nous est connue. Je sais personnellement qu'il a plutôt consacré son temps aux questions d'affaires qu'aux questions diplomatiques. Pendant que j'étais à Londres l'été dernier, je lui ai demandé s'il désirait avoir dans son bureau un personnel plus nombreux ou quelqu'un plus au courant des questions à traiter. Je lui ai dit que s'il désirait l'organisation d'un service spécial, ou une augmentation de son personnel, le Gouvernement se ferait un plaisir de se rendre à sa demande. Il m'a répondu que jusqu'à ce moment son personnel avait amplement